

DÉCRYPTAGE

« On s'est engouffré dans une vision simpliste des choses, en décrétant que l'EI était plus dangereux que Bachar al-Assad. » **Didier LEROY**

6 Après six ans de guerre, le gouvernement syrien a repris la main, malgré les crimes de son président.

Crimes de guerre et viols en Syrie : quelle responsabilité internationale ?



Le choix du dictateur face au terrorisme

Le régime syrien sort vainqueur face à l'État islamique. Une situation tolérée par la communauté internationale, aux dépens de la population.

• Céline DEMELENNE

Tout commence en mars 2011. En Syrie souffle le vent du printemps arabe, cette révolte populaire qui incrimine le pouvoir dictatorial en place, celui de Bachar al-Assad.

Mais ces manifestations seront très vite réprimées dans le sang. Le soulèvement pacifique se transforme en conflit militaire dont l'enlèvement favorise l'avènement de groupes djihadistes, l'État islamique en tête.

Après de lourdes défaites militaires et territoriales, l'EI est désormais l'ombre de lui-même. Le président syrien Bachar al-Assad et son indéfectible allié russe en sont venus à bout. Mais que reste-t-il des crimes commis à l'égard du peuple syrien ? Et surtout, que fait la communauté internationale ?

1. Mobilisation unanime « Au départ, les États tablaient sur la chute presque automatique et naturelle de Bachar al-Assad en Syrie, sans voir qu'il y avait déjà, dans cette



Au Proche-Orient, le président syrien a commis plus de massacres que le groupe terroriste État islamique.

« La communauté internationale s'est résignée à choisir entre la peste et le choléra. »

opposition, des mouvements djihadistes et islamistes qui se dessinaient », observe Tanguy de Wilde, professeur de relations internationales à l'UCL.

L'instauration d'un régime démocratique en Syrie est alors la seule issue possible. « Ce genre de politique était guidé par des

idéaux tout à fait louables d'un point de vue philosophique, mais complètement en décalage avec une certaine réalité du terrain », estime Didier Leroy, chercheur à l'Institut royal supérieur de Défense et à l'ULB.

2. Bachar plutôt que Daech Le président syrien a clairement franchi toutes les limites : la répression sanglante, le conflit armé, et même cette fameuse ligne rouge établie par Obama en 2012, relative à l'emploi de l'arme chimique.

Progressivement, entre la dic-

tature et la menace terroriste, la communauté internationale a dû faire un choix. « Elle s'est finalement résignée à la configuration binaire qui consistait à choisir entre la peste et le choléra, poursuit Didier Leroy. C'est ce décor que les acteurs de terrain les plus influents ont projeté sur le bureau des chancelleries occidentales. »

Bachar al-Assad n'a pas créé Daech, mais il a tout fait pour encourager le phénomène, se posant comme seule alternative. Et la propagande sinistre et violente de l'État islamique a fait le reste.

« On s'est engouffré dans une vi-

sion simpliste des choses, en décrétant que l'État islamique était un ennemi plus dangereux que le régime de Bachar al-Assad. Or, si on regarde le nombre de victimes au Proche-Orient, Bachar al-Assad a plus de sang sur les mains que l'État islamique. »

3. Quel avenir en Syrie ? Selon Didier Leroy, le grand vainqueur de cette guerre syrienne est Vladimir Poutine. Car la Russie est l'État qui a investi le plus de ressources dans ce conflit. Elle devrait donc avoir la main, l'Iran en second lieu. « Bachar al-Assad est quelqu'un qui a une dette à vie en-

« Si on parle en nombre de victimes, Bachar al-Assad a plus de sang sur les mains que Daech. »

vers Moscou, Téhéran et le Hezbollah libanais. » Et ce, même si la question syrienne ne peut être réglée de façon unilatérale.

Quant à Bachar al-Assad, « il est condamné par l'Histoire, affirme Tanguy de Wilde. Mais il faut se rappeler qu'il y a deux temps dans la résolution d'un conflit : celui de la paix, et celui de la justice. Si l'individu avec lequel on doit faire la paix est considéré comme un criminel, il ne collaborera jamais. Mais on peut supposer qu'à terme, l'Histoire jugera ses agissements. » ■

Vladimir Poutine retire ses troupes armées de Syrie

Ce lundi, Vladimir Poutine décidait de retirer une grande partie de ses militaires de Syrie. Une solution logique, après un succès sur le terrain.

« En près de deux ans, les forces armées russes, en collaboration avec l'armée syrienne, ont détruit en grande partie les terroristes internationaux. Par conséquent, j'ai pris la décision de faire rentrer en Russie une partie significative du contingent militaire russe se trouvant en Syrie. » Tels sont les mots de Vladimir Poutine, lors d'une visite surprise ce lundi, sur la base syrienne de Hmeimim.

Après leur succès face aux terroristes de l'État islamique en Syrie, la majeure partie des militaires

russes peuvent donc plier bagage. « L'objectif de la lutte contre les criminels armés en Syrie, qui nécessitait des moyens de grande envergure des forces armées, a été atteint dans sa totalité, et brillamment. »

Un avertissement aux terroristes

Lancée en 2015, l'intervention militaire russe en Syrie a changé la donne en permettant notamment aux forces gouvernementales de ravir à l'État islamique la cité antique de Palmyre, et de chasser les rebelles de leur bas-



Selon Poutine, l'objectif de rendre sa souveraineté à la Syrie a été rempli.

tion d'Alep, dans le nord-ouest du pays.

Fort de sa victoire, Vladimir Poutine a même formulé un avertissement aux terroristes.

« Si les terroristes relèvent de nou-

veau la tête, alors nous les frapperons avec une force jamais vue. Nous n'oublierons jamais ni les morts, ni nos pertes causées par la lutte contre le terrorisme, en Syrie et chez nous, en Russie. »

Des interventions temporaires

Pour le professeur de relations internationales Tanguy de Wilde, ce retrait est, somme toute, assez logique. « Les interventions américaines, européennes ou russes ne sont pas faites pour durer, mais pour créer des capacités locales face à une situation difficile. » Dans ce cas-ci, il s'agissait de rendre aux autorités gouvernementales le contrôle du territoire syrien. « Ce retrait, c'est aussi un puissant levier pour pousser à la solution politique. » ■

VITE DIT

Chute des terroristes Le succès du régime syrien et des troupes russes face à l'EI ne signifie pas, pour autant, la fin du groupe terroriste. Certes, la force paramilitaire et territoriale que représentait l'État islamique n'est plus. « Mais Daech, c'est avant tout un état d'esprit, une idéologie, une aspiration à changer l'ordre mondial que les djihadistes estiment bipolaire, analyse Didier Leroy. Cet état d'esprit est sans doute toujours présent, donc je pense qu'on crie victoire trop tôt. Ces gens vont continuer leur combat ailleurs, il y aura d'autres leaders, sous un autre drapeau, mais toujours le même projet. »